

## L'agriculture, une réponse au « chômage » des jeunes ruraux ?

**L'AGRICULTURE EST À LA FOIS présentée comme une des principales solutions face au défi de l'emploi en Afrique et comme une activité qui ne parvient plus à « attirer » les jeunes. Constitue-t-elle vraiment une réponse au « chômage » des jeunes ? À quelles conditions ? Plusieurs acteurs livrent ici leur point de vue.**

► Marie Louise Cissé est chargée de programme « Plaidoyer et genre » au secrétariat exécutif du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa).

► Christian Fusillier est chef de projet au sein de la division « Education, formation professionnelle et emploi » de l'Agence française de développement (AFD).

► Ibrahima Hathie est directeur de recherche au sein de l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar) au Sénégal.

► Courtney Paisley est la coordinatrice du réseau YPARD (Jeunes professionnels pour le développement agricole).

► Abraham Sarfo est conseiller sur l'éducation agricole et la formation professionnelle au sein du cadre stratégique de l'Union africaine intitulée « Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » (Nepad).

► Bio Goura Soulé est chargé de programme au Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares) au Bénin.

**Grain de sel :** *Pensez-vous que l'agriculture soit la réponse au défi de l'emploi aux milliers de jeunes qui vont arriver sur le marché de l'emploi dans les années à venir ?*

**Marie Louise Cissé (MLC) :** En Afrique, l'agriculture emploie 65 % de la population du continent et présente un fort potentiel de création d'emplois. Cependant, cette agriculture pour attirer et maintenir les jeunes doit être accompagnée par des politiques publiques qui favorisent l'accès aux crédits à des taux adaptés, la protection des marchés, la garantie des prix de vente, le renforcement des capacités des jeunes aussi bien dans la production que dans la transformation des produits agricoles. Comme tout métier, l'agriculture a besoin de formation et d'actualisation des connaissances et des pratiques.

**Christian Fusillier (CF) :** L'agriculture est en tout cas un des éléments clés de la réponse, même si de nombreux jeunes « se débrouillent » en pratiquant plusieurs « métiers », selon leurs opportunités : ils sont à la fois paysan, artisan, petit commerçant, migrant saisonnier, ... Pour que l'agriculture puisse absorber une part plus importante des jeunes en recherche d'emploi, de nombreux défis doivent être relevés, parmi lesquels : au niveau des politiques agricoles d'abord, en affirmant clairement la priorité au soutien à l'agriculture familiale connectée aux marchés, en favorisant les filières porteuses et en privilégiant les productions de valeurs ajoutées locales (transformation et valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage); en améliorant l'attractivité des métiers agricoles et ruraux; en mettant en place de véritables politiques foncières; en ayant une politique volontariste de développement des villes secondaires, nécessaires au désengorgement des capitales, ouvrant de nouveaux marchés pour l'agriculture locale et l'artisanat.

**Abraham Sarfo (AS) :** Bien que les secteurs industriels et des services montrent des taux de croissance prometteurs, leur développement ne s'est pas encore stabilisé. Ils se caractérisent par conséquent par une faible capacité d'absorption de la main d'œuvre, ce qui explique en grande partie le taux de chômage croissant des jeunes. Le potentiel de l'agriculture reste ainsi élevé dans ce domaine. Ce secteur reste malgré tout largement traditionnel, de subsistance et soumis aux conditions météorologiques. Les niveaux d'éducation et de formation des agriculteurs sont majoritairement faibles. Une modernisation de l'agriculture, avec une attention particulière sur la création de valeur ajoutée

et sur l'industrialisation, permettrait d'accroître l'attractivité du secteur auprès des jeunes.

**Courtney Paisley (CP) :** Non, je ne dirais pas que l'agriculture est la principale solution, même si elle en fait partie. Je ne pense pas que tout le monde est fait pour travailler dans la production agricole. Il y a plus de potentiel de création d'emplois dans le domaine de la transformation agricole, qui attire davantage les jeunes.

**Bio Goura Soulé (BGS) :** Il faut arrêter de se leurrer. Peut-être que l'agriculture — comprise au sens large, c'est-à-dire en intégrant toute la chaîne de valeur — peut constituer une opportunité pour absorber un certain nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail, et ce dans des conditions de revenus suffisamment confortables. Mais dire aujourd'hui qu'il y a assez de terres à cultiver pour installer un grand nombre de jeunes c'est faire une grave erreur. Les systèmes aujourd'hui ne permettent plus le maintien d'une population aussi importante dans l'agriculture, du moins dans des conditions de revenus et de bien-être décentes. On va inéluctablement évoluer, comme en Europe, vers moins de gens dans l'agriculture mais hautement qualifiés et qui vont accroître significativement la productivité.

### « Il n'y a pas assez de terres à cultiver pour tous ces jeunes »

**GDS :** *Les systèmes agraires ne pourront donc pas offrir des conditions de vie et des revenus décentes à tous ces jeunes ?*

**CF :** Clairement non. Une exploitation agricole ne peut être viable qu'à certaines conditions (surface, accès à l'eau, proximité du marché, etc.). La croissance démographique est encore trop forte au regard des capacités d'accueil des systèmes agraires dans de nombreux pays pour que tous les jeunes aient leur place en production agricole. Beaucoup reste à faire pour valoriser les métiers non agricoles en milieu rural : pour se développer l'agriculture a besoin d'artisans, de techniciens de maintenance (petite mécanique, électricité, soudure, énergies renouvelables), de transformation des produits, transporteurs, infrastructures BTP, fabrication d'outillage, etc.

**GDS :** *Serait-il préférable que certains jeunes quittent l'agriculture ?*

**MLC :** La Fédération des ONG du Sénégal (Fongs) a réalisé un travail de suivi de 1 811 exploitations familiales sénégalaises, qui a mis en évidence trois catégories d'exploitations familiales. Les deux premières catégories (80 %) renvoient à des exploitations fami-

liales bien ou assez bien sécurisées. Les exploitations de la troisième catégorie en revanche ne parviennent pas à nourrir la cellule familiale, et encore moins à profiter des retombées issues de la vente des produits agricoles. Pour ces exploitations, les pressions foncières sont également fortes. Si nous sommes réalistes, nous devons savoir que tous les jeunes ne peuvent pas devenir des agriculteurs, et que tous ne sont pas passionnés par l'agriculture. Mais les jeunes peuvent travailler dans des domaines stimulés par le développement de l'agriculture : les industries de transformation, la vente de matériels agricoles, le commerce, les infrastructures en milieu rural, etc.

**CP:** Je ne crois pas que maintenir dans l'agriculture des personnes qui n'en ont pas envie soit une bonne chose. C'est au contraire une des raisons pour lesquelles le secteur agricole a des difficultés à décoller dans de nombreux pays : parce que les jeunes qui s'y trouvent n'en ont pas envie. Une approche plus constructive serait de les aider à développer davantage leur entreprise ou de leur apporter des compétences dans d'autres domaines.

**GDS:** Avez-vous l'impression que les jeunes ne veulent pas rester dans l'agriculture aujourd'hui ?

**CF:** Question difficile. Il faudrait être plus précis et regarder de plus près les motivations des jeunes dont on parle. Il y a ceux dont les parents sont déjà exploitants agricoles en activité principale et les autres. Si d'aussi nombreux jeunes quittent le monde rural (avec des allers retours) pour tenter leur chance en milieu urbain ou à l'étranger, c'est pour un ensemble de raisons : refus de vivre comme leurs parents, besoins d'aller gagner un complément de revenu pour

la famille, besoin de découvrir le monde... et manque d'opportunités localement. De nombreuses familles poussent leurs enfants à faire autre chose que l'agriculture. Cela ramène à la question des opportunités et de l'attractivité.

**Ibrahima Hathie (IH):** Cette question est complexe et la réponse dépend du contexte et de la géographie. Au Sénégal, l'étude EJMAO (Emplois des jeunes et migration en Afrique de l'Ouest) a révélé que les jeunes scolarisés des zones pluviales du Bassin arachidier ne souhaitaient pas s'engager dans l'agriculture. Les jeunes sans niveau scolaire, presque sans alternatives, restent souvent dans l'exploitation agricole tout en diversifiant tant bien que mal et émigrent temporairement (parfois définitivement) vers la ville. Par contre, dans les zones irriguées du Delta, la situation d'engagement des jeunes dans l'agriculture est tout à fait différente. L'émigration est marginale et la plupart des jeunes sont fortement impliqués dans les activités agricoles. Si l'agriculture permet au jeune de gagner de l'argent, de fonder un foyer et d'asseoir une perspective sérieuse de développement d'une entreprise familiale, il n'hésitera pas à en faire son métier.

**MLC:** Les temps évoluent, les jeunes sont de plus en plus instruits, ils accèdent aux nouvelles technologies et ils ont des besoins dont la satisfaction nécessite des revenus monétaires stables. La principale raison qui pousse les jeunes à quitter l'agriculture c'est la recherche de revenus pour vivre dignement et aider leur famille. L'exode demeure pour eux la principale perspective et ils sont souvent soutenus dans cela par leur famille. Le manque de responsabilisation et de cadres leur permettant de s'exprimer sur leurs préoccupations, les difficultés d'accès à la terre et aux crédits



☉ sont autant de motifs supplémentaires qui les poussent à partir. Très souvent dans les exploitations familiales africaines, les jeunes sont aussi vus comme une main d'œuvre bon marché. Le chef de l'exploitation familiale, en l'occurrence le père de famille, considère le travail du jeune dans l'exploitation comme une évidence. Ce jeune se voit alors sans futur, sans projet et souvent se considère comme exploité.

**AS :** Je ne crois pas que les jeunes ne veulent plus travailler dans l'agriculture. Ce que je crois en revanche, c'est que les jeunes ne veulent pas travailler comme leurs parents. Ils veulent d'une agriculture moderne, pour laquelle ils ont besoin de compétences pratiques et entrepreneuriales.

**GDS :** *Que faut-il faire pour rendre le métier d'agriculteur plus attractif ?*

**CP :** Le YPARD réalise des profils de jeunes qui réussissent dans l'agriculture, que ce soit quelqu'un qui est parvenu à cultiver des tomates de manière innovante ou un bon chercheur. Nous pensons que montrer de tels exemples peut attirer d'autres jeunes à s'engager dans l'agriculture. Nous partageons aussi au sein de notre réseau les opportunités de financement qui existent, ce qui contribue à donner une image positive de l'agriculture.

**CF :** L'image du métier d'agriculteur est peu attractive dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne : un travail pénible avec des méthodes archaïques, mal rémunéré, dépendant des prix, sans protection sociale ni retraite, et sans statut ou reconnaissance sociale véritable. Il faut cependant faire le pari que l'agriculture peut encore attirer et accueillir de nombreux jeunes, si l'on est en mesure de leur montrer qu'il est possible de vivre décemment de son activité, et dans un environnement de vie plus attractif (téléphonie mobile et accès à l'information, électricité, services de base...). Un des enjeux est aussi de changer le discours : il ne s'agit plus de prendre la suite de ses parents, mais de devenir « entrepreneur agricole » : un équilibre entre activités de production, de transformation, de commercialisation ; un accès à la petite motorisation ; l'insertion dans une filière portée par un label ou une identification géographique...

**MLC :** Pour rendre le métier d'agriculteur attractif, il faut d'abord commencer par arrêter de stéréotyper l'agriculture avec des expressions telles : « l'agriculture ne nourrit pas son homme, si tu ne travailles pas bien à l'école, tu vas cultiver les champs au village ... ». Il faut aussi faciliter pour les jeunes l'accès à la terre, aux crédits et financements adéquats, renforcer les capacités, moderniser l'agriculture, garantir les prix pour permettre une augmentation des revenus agricoles, développer les infrastructures en milieu rural (électrification, routes, loisirs, services sociaux de base), impliquer les jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des programmes et politiques qui les concernent.

## « Il faut valoriser les métiers non agricoles en milieu rural »

**GDS :** *L'agriculture familiale et les pratiques agroécologiques sont souvent citées comme les systèmes et modes de production générant le plus d'emplois. Parallèlement, il semble que les jeunes entretiennent des rapports parfois difficiles avec leurs parents au sein des exploitations familiales et qu'ils rêvent d'une agriculture mécanisée et intensive en intrants chimiques. Qu'en pensez-vous ?*

**CF :** Déjà on peut dire que derrière les mots « agriculture familiale » se cache une grande disparité de situations et de niveaux de précarité. Il faudrait parler des « agricultures familiales ». Selon ma compréhension, l'agriculture familiale que l'AFD cherche à soutenir via ses projets est celle d'agriculteurs et organisations paysannes qui veulent être connectés aux marchés. Cela implique une agriculture respectueuse de l'environnement, mais qui a des impératifs de rentabilité. Entre l'agriculture traditionnelle quasiment exclusivement manuelle et l'agriculture mécanisée à forte consommation d'intrants, il y a de la place pour des exploitations familiales modernisées, ayant accès à la mécanisation motorisation intermédiaire, produisant des produits de qualité et insérées dans une ou plusieurs filières qui vont valoriser les produits (transformation, commercialisation). Les jeunes ont besoin

d'émancipation vis-à-vis des pratiques traditionnelles de leurs parents. La reprise de l'exploitation familiale ne permet pas toujours d'y répondre. Leur émancipation passe probablement par une posture de type « entrepreneur rural » évoquée plus haut.

**IH :** L'agriculture de firme est souvent présentée comme possédant beaucoup d'atouts mais assez souvent son option pour l'intensification et la mécanisation à outrance se traduit par une faible création d'emplois et une durabilité compromise. Les modèles à haute intensité de main d'œuvre peuvent s'avérer plus productifs et plus générateurs d'emplois. Les évolutions de certaines agricultures familiales vers l'entrepreneuriat et la professionnalisation constituent sans doute des expériences intéressantes.

**BGS :** Peu de jeunes veulent s'installer dans les exploitations familiales telles qu'on les connaît car la rentabilité est faible. Aujourd'hui personne ne se limite au simple rêve d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Tant qu'on ne parvient pas à relier fortement l'exploitation familiale au marché, tant qu'on ne la considère pas comme une activité économique au même titre que les autres — c'est-à-dire avec des incitations économiques, avec un statut social reconnu — je ne vois pas comment le secteur va pouvoir attirer des jeunes. Il ne faut pas perdre de vue ces éléments au milieu de tous les fantasmes que l'on projette sur l'agriculture familiale. Elle a certes de nombreuses vertus, notamment en termes de sociabilité et de consolidation des liens familiaux. Mais il faut regarder ces liens familiaux sans les idéaliser, en considérant les rapports de force et de hiérarchisation parfois difficiles qu'ils contiennent. ■